



MARCHE DE SERVICE – CONDITIONS D'EXECUTION

2025-008

**EXTENSION ET RESTRUCTURATION
DU CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS (CFA)
des sites Morère et Colmar à AGEN**

Diagnostic amiante avant travaux

Pouvoir adjudicateur : Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nouvelle-Aquitaine (CMARNA)

Adresse : 46 rue du Général de Larminat – CS 81423 – 33073 BORDEAUX CEDEX

Représentant : Monsieur Gérard GOMEZ, Président de la CMAR NA

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ.....	3
1.1 Objet du marché.....	3
1.2 Lieu d'exécution des prestations	3
ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	3
ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHÉ - PENALITES	3
3.1 Durée du marché	3
3.2 Pénalités pour retard.....	4
ARTICLE 4 - VARIATION DES PRIX	4
ARTICLE 5 - SOUS-TRAITANCE.....	4
ARTICLE 6 – CLAUSES DE SURETE ET DE FINANCEMENT.....	4
6.1 Retenue de garantie	4
6.2 Avance.....	4
ARTICLE 7 - CONDITIONS DE REGLEMENT	4
ARTICLE 8 – RECEPTION / ACHEVEMENT DE LA MISSION	6
8.1 Réception des documents.....	6
8.2 Achèvement de la mission	6
ARTICLE 9 - ASSURANCES.....	6
ARTICLE 10 - RESILIATION	6
10.1 Résiliation sans faute à l'initiative du pouvoir adjudicateur	6
10.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire	6
ARTICLE 11 - REEXAMEN.....	7
ARTICLE 12 - PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT	8
ARTICLE 13 – DIFFERENDS ET LITIGES	8
ARTICLE 14 – DEROGATIONS	8

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE

1.1 Objet du marché

Le présent marché est un marché de service relatif à l'exécution des prestations suivantes :

- Mission de diagnostic amiante avant travaux de démolition, (selon norme NF X 46-020 août 2017)

1.2 Lieu d'exécution des prestations

CFA LA PALME – Impasse Morère – 47000 AGEN (bâtiment 1)

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- le présent marché décomposé en deux parties (engagement – conditions d'exécution) comprenant des conditions particulières et des conditions générales (les conditions particulières primant sur les conditions générales), et le dossier d'annexes, à l'exception de celles qui seraient expressément identifiées comme n'ayant pas valeur contractuelle, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ; le marché prévaut sur ses annexes en cas de contradiction, et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) (*)
- la DPGF remis par le titulaire pour l'établissement du marché selon modèle fourni par le maître d'ouvrage
- Le mémoire technique du titulaire et ses éventuelles annexes
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;

(*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

ARTICLE 3 - DUREE DU MARCHE - PENALITES

3.1 Durée du marché

La durée d'exécution du marché court de sa notification jusqu'à la réalisation totale des prestations.

Il ne pourra pas faire l'objet d'une reconduction.

Les délais d'établissement des documents à fournir par le titulaire au titre des prestations ou éléments d'études ci-dessus identifiés et les délais de leur acceptation par le pouvoir adjudicateur ou son représentant sont :

Liste des documents	Délais d'établissement	Fait générateur	Délai d'acceptation
Diagnostic amiante avant travaux de démolition – Bâtiment 1 (rapport incluant l'ensemble des analyses de laboratoire sur prélèvements réalisés)	30 jours maxi	Notification du marché	3 jours ouvrés à compter de la réception

3.2 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG, les pénalités ne sont pas plafonnées, il n'y a pas d'exonération possible, et la simple constatation du manquement par le représentant du pouvoir adjudicateur permet leur application (sans mise en demeure préalable).

En cas de retard dans la remise des documents, le titulaire subira sur ses créances, des pénalités dont le montant, par jour calendaire de retard, est fixé à **200 €/jour**, en prix de base hors TVA, du montant du marché.

CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 4 - VARIATION DES PRIX

Le présent marché est passé à prix ferme actualisable.

Si un délai supérieur à trois mois s'est écoulé entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations, les prix du marché sont actualisés par le jeu de la formule suivante :

$$P = P_0 \times \frac{I(m-3)}{I_0}$$

I_0 est l'index de référence, défini aux conditions particulières, de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre.

$I(m-3)$ est l'index de référence de la date de début d'exécution des prestations, moins 3 mois

Le coefficient d'actualisation sera arrondi au millième supérieur.

Le montant de cette actualisation sera réglé au prorata du montant des prestations réalisées.

ARTICLE 5 - SOUS-TRAITANCE

Conformément aux dispositions du code de la commande publique relatives à la sous-traitance, le titulaire devra faire accepter chaque sous-traitant et agréer ses conditions de paiement par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

ARTICLE 6 – CLAUSES DE SURETE ET DE FINANCEMENT

6.1 Retenue de garantie

Le titulaire est dispensé de retenue de garantie.

6.2 Avance

Il n'est pas prévu le versement d'une avance.

ARTICLE 7 - CONDITIONS DE REGLEMENT

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposée par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur :

Nom : Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nouvelle Aquitaine

SIRET : 13002792300015

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture ;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;

5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;

6° La date de livraison des fournitures ;

7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;

8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;

9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;

10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;

11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;

12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Il devra déposer ses factures à l'aide des numéros SIRET suivants :

Département	Entité acheteuse	SIRET
47	CMA du Lot et Garonne	13 002 792 300 213

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

ARTICLE 8 – RECEPTION / ACHEVEMENT DE LA MISSION

8.1 Réception des documents

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant procèdera à la réception des prestations à la remise des documents dus au titre de chaque prestation ou élément d'études ci-dessus identifié, dans les délais définis à l'article 4.1 des conditions particulières qui courent à compter de la date de réception de ces documents par le pouvoir adjudicateur ou son représentant.

Ces opérations donnent lieu à des décisions de réception distinctes.

L'absence de réponse du pouvoir adjudicateur ou de son représentant dans ce délai vaut réception des documents.

En cas de refus de réception des documents produits, le titulaire dispose d'un délai défini par le pouvoir adjudicateur ou son représentant, à compter de la réception de la décision de rejet, pour procéder aux corrections attendues.

8.2 Achèvement de la mission

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision du pouvoir adjudicateur ou de son représentant, constatant que le titulaire a rempli ses obligations, dans un délai d'un mois à compter de la demande du titulaire. L'absence de décision dans ce délai vaut réception des prestations.

ARTICLE 9 - ASSURANCES

Le titulaire doit justifier au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation, puis en cours d'exécution de ses prestations si le contrat dure plus d'une année, qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance de solvabilité notoire, couvrant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incomber à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, à raison des dommages de toute nature causés au tiers, y compris le pouvoir adjudicateur ou son représentant. Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée du contrat.

Les polices d'assurances devront prévoir des montants de garantie suffisants pour la couverture des risques encourus et inclure les conséquences de toute solidarité.

Le titulaire s'engage à obtenir de ses sous-traitants la justification de souscriptions d'assurances garantissant leurs responsabilités dans les mêmes conditions que celles précisées ci-dessus.

Il s'engage à maintenir les assurances requises en état de validité pour la durée de ses responsabilités.

ARTICLE 10 - RESILIATION

10.1 Résiliation sans faute à l'initiative du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché pour un motif d'intérêt général.

L'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant initial HT du marché, diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

10.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute, le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire. La décision de résiliation le mentionnera expressément.

En cas d'inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 à R.2143-15 du code de la commande publique fournis par le titulaire, lors de la consultation ou de l'exécution du marché, le marché sera résilié sans mise en demeure à ses frais et risques.

ARTICLE 11 - REEXAMEN

Conformément à l'article R2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur pourra réexaminer le marché dans les cas suivants :

- Dans le cas exceptionnel d'une demande d'augmentation supérieure à 3% sur des références spécifiques, le titulaire pourra demander au pouvoir adjudicateur l'acceptation de cette hausse supérieure à 3% pour certaines références, en apportant les justificatifs nécessaires (factures fournisseurs, justification de hausse des tarifs...) En cas d'acceptation de l'augmentation, cela donnera lieu à la conclusion d'un avenant.

- A la suite d'une opération de restructuration ou de reprise du titulaire initial, à condition que cette cession n'entraîne pas d'autres modifications substantielles et ne soit pas effectuée dans le but de soustraire le marché public aux obligations de publicité et de mise en concurrence :

Le nouveau titulaire en informe immédiatement le pouvoir adjudicateur ou son représentant, en lui transmettant les justificatifs nécessaires de l'opération de restructuration (RIB, Kbis ou équivalent, Extrait de parution au journal officiel éventuel, PV de décision le cas échéant...), il doit remplir les conditions qui avaient été fixées par l'acheteur pour la participation à la procédure de passation du marché public initial.

La cession de marché sera actée par un certificat administratif, accompagné des justificatifs nécessaires.

- En cas de modification de la répartition financière entre les cotraitants du marché, à montant de marché constant (et sans ajout ou suppression de membre du groupement), la modification de la répartition entre les membres du groupement pourra être actée par voie d'Ordre de Service ou de Certificat administratif, accompagnée de la nouvelle répartition financière signée par tous les membres du groupement

- En cas de mise en œuvre de la clause de réexamen prévue par le CCAG du marché, les dispositions de la circulaire du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques seront prise en compte pour le calcul de la prise en charge du surcoût financier. Ce réexamen sera mis en œuvre par le biais d'un avenant.

- A la suite d'une disparition d'une référence du bordereau des prix unitaires, le titulaire sera dans l'obligation de proposer un nouvel article au même prix pour une qualité au moins équivalente. La proposition devra être émise par le titulaire au plus tôt à compter de la constatation de l'indisponibilité, selon les dispositions de l'article 2.3 du CCTP.

- Le marché pourra être modifié par OS en cas de prélèvement supplémentaire pendant le déroulement de la mission initiale, ou de prélèvement supplémentaire en cas de vérification nécessaire ou d'aléa durant la période de travaux de désamiantage, selon les montants contractualisés pour ces postes dans la DPGF. Cette clause pourra être mise en œuvre jusqu'à la fin des travaux concernés par le présent marché. Le montant de ces prélèvements ne pourra pas dépasser 50 % du montant du marché initial, estimé à 10 000 € HT. Le montant maximal de la clause de réexamen ne pourra donc être supérieur à 5 000 € HT.

Le réexamen pourra être mis en œuvre pendant toute la durée du marché si les conditions précitées sont remplies.

Toute autre modification non prévue dans le présent article ou établie selon des éléments différents de ceux listés ci-dessus devra faire l'objet d'un avenant passé conformément aux dispositions des articles R2194-1-2 à R2194-9 du code de la commande publique.

ARTICLE 12 - PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT

En cas d'attribution du marché, le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage à produire, à la conclusion du contrat, les pièces mentionnées aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique.

Le candidat unique ou chaque cotraitant s'engage également à produire, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces mentionnées aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Le candidat est informé de ce que la non production de ces pièces emportera rejet de son offre et son élimination ou résiliation du contrat.

ARTICLE 13 – DIFFERENDS ET LITIGES

Avant toute saisine du juge, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d'un mode de règlement alternatif des différends dans les conditions définies aux articles L.2197-1 à 2197-7 du code de la commande publique, selon la nature du contrat en cause.

En cas d'échec de règlement du litige, les litiges relatifs à l'exécution du présent marché seront soumis à la compétence du juge administratif de Bordeaux.

ARTICLE 14 – DEROGATIONS

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 14 du CCAG Fournitures Courantes et Services.